Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 98 (1953)
Heft: 10

Artikel: La défense occidentale : le rapport du général Ridgway
Autor: Pergent, J.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342548

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La défense occidentale

Le rapport du général Ridgway

Une année de commandement au Shape

La première impression, très vive, qui se dégage à la lecture du rapport annuel et de fin de mission du général Ridgway est sa profonde différence avec celui rédigé par le général Eisenhower, il y a un an, et également à la fin de son commandement.

Cette différence ne porte pas naturellement sur des conceptions dissemblables de la défense de l'Occident ; au contraire on en retrouve certains traits dominants. Mais elle réside entièrement dans la manière de s'exprimer de ces deux hommes ? Le premier commandant suprême du S.H.A.P.E., dans son rapport annuel, donnait l'impression de prononcer un vibrant plaidoyer en faveur de l'œuvre de la défense commune. L'activité militaire proprement dite ne paraissait encore venir qu'en second plan, commandée par les efforts incessants qu'avait dû accomplir le général sur un plan, si ce n'est entièrement politique, du moins moral. A lui avait surtout incombé la tâche d'utiliser son énorme prestige pour grouper les volontés flottantes, en tout cas parfois divergentes, que des liens politiques tout neufs ne réunissaient encore qu'au niveau des gouvernements ou à celui des bonnes intentions. Ses nombreux contacts avec les hommes politiques européens lui avaient surtout fait entrevoir l'immensité de la tâche à accomplir consistant à fondre en un seul mouvement ces volontés ou ces intentions ; de plus il avait sondé la gravité de certaines situations après deux guerres dévastatrices. On sait qu'il n'a

pas failli à la tâche entreprise. Mais son rapport était émaillé de remarques sur les difficultés du vieux continent, ceci à l'adresse de ses compatriotes, et tout imbu de sa conviction quant à la nécessité de la défense des libertés du monde occidental, cela plutôt à l'intention de ses partenaires sceptiques qui ne vibraient pas à l'unisson avec lui. Les questions militaires ne venaient donc qu'en second lieu, réduites à leurs grands traits et simplifiées en quelques données de base. Il faut ajouter, il est vrai, qu'à l'époque le général Eisenhower était à la veille de devenir le président Eisenhower.

La manière du général Ridgway est absolument à l'opposé, sans d'ailleurs pour cela impliquer qu'il ait voulu prendre systématiquement le contre-pied de son prédécesseur comme c'est souvent le cas. Par contre, par-dessus tout, les circonstances ont changé. La phase politique du Traité de l'Atlantique Nord est révolue. Le cadre des institutions communes est nettement tracé. Le Commandement suprême et son vaste état-major à multiples nationalités fonctionne depuis un an et s'est déjà suffisamment rodé. Egalement, les grands commandements subalternes sont en place et formés. On descend de plus en plus dans le détail. Les créations nouvelles portent sur des commandements de groupes d'armées, d'armées et de corps d'armées. Les forces de nouveaux partenaires doivent être intégrées dans un dispositif d'ensemble déjà créé. Des divisions nouvelles sont formées, des renforcements interviennent. Toute cette activité vise des problèmes purement militaires, techniquement militaires si l'on peut dire. Les questions tactiques et techniques, l'instruction et la formation des réserves, sont en tête des préoccupations qui, une année auparavant, étaient encore politiques et stratégiques quant à la conception d'ensemble du vaste complexe de défense.

Qu'il l'ait voulu ou non, le nouveau commandant suprême a donc joué un rôle beaucoup plus exclusivement militaire, et cela d'autant plus que, précisément, il a voulu jouer un tel rôle. Dès les premières pages de son rapport, on sent cette

intention très nette du général Ridgway. Lui-même délimite soigneusement son rôle. La seule incursion qu'il se permette en dehors de son domaine militaire le conduit dans celui des économies des membres de l'alliance, avec le souci de n'en pas dépasser les possibilités. Encore, peut-être, n'est-ce là qu'un reflet des préoccupations transmises par son prédécesseur ; de même en ce qui concerne quelques appréciations sur les forces adverses, qui sont celles en cours dans les milieux américains. Ainsi dans le domaine militaire, les problèmes qu'il traite se situent, comme indiqué, à des échelons plus bas. Ce sont ceux des exécutants. Son esprit paraît essentiellement analytique ; il pose ces problèmes, les résout ou indique le sens dans lequel ils sont étudiés. Il en passe ainsi beaucoup en revue. Ils sont d'ailleurs numérotés sous forme de paragraphes constituant chacun un tout fermé. Il ne développe pas de considérations générales et synthétiques sur l'ensemble de la question de la défense. Il n'en présente pas non plus constituant la trame de son exposé. Par contre, quelques paragraphes sont consacrés soit aux progrès réalisés soit aux insuffisances actuelles. Enfin le style, une certaine sécheresse d'expression, la vigueur des affirmations, la recherche constante de la concision, dénotent un esprit bien marqué par l'empreinte de la formation militaire. La succession méthodique des points traités fait qu'il suffit d'analyser ce travail lui-même éminemment analytique. Il n'est point nécessaire d'en rechercher les passages les plus importants ; ils sont tous à peu près d'un même intérêt d'étude et de réflexion. Naturellement, avec le même rigorisme, le général Ridgway se garde de préciser et chiffrer certaines assertions. Le souci du secret, en lui-même fort compréhensible, ne fait qu'accentuer le caractère de brièveté et de froideur de ce rapport, tranchant sur celui de « IKE ».

* * *

Le rapport annuel du général Ridgway concerne exactement la période allant du 30 mai 1952 au 30 mai 1953, qui

concorde exactement avec celle du commandement du commandant suprême.

Celui-ci en définit la tâche de la façon suivante : « Evaluer les possibilités, présentes et futures, de remplir les missions défensives » qui lui sont confiées. Il se propose de fixer d'une manière succincte la situation de l'année dernière, d'examiner les changements survenus dès lors et d'en tirer les conséquences. Une restriction est faite, pour des raisons de sécurité, quant à la publication de précisions sur l'état actuel des stocks de carburant, l'aptitude des radars à détecter une attaque aérienne ennemie — toutes questions ayant fait l'objet d'études secrètes et qui, à n'en pas douter, seraient d'un haut intérêt. Cependant le général Ridgway, comme son prédécesseur, est intimement convaincu de la nécessité d'informer le plus possible les peuples de l'OTAN et d'acquérir l'assentiment du public, jugé par lui comme une condition indispensable pour atteindre le minimum de sécurité militaire.

Encore une fois, l'auteur du rapport fait abstraction des difficultés sur des plans qui ne sont pas de son ressort et où des solutions doivent être trouvées. Il se limite au point de vue militaire. Il en vient à fixer le caractère très général des missions incombant à l'OTAN : défendre en cas de guerre les territoires européens des Etats de la communauté, sans limitation ni dans le temps ni dans l'espace. Cet aspect-là du problème n'avait peut-être jamais été mis en lumière ; il accuse l'ampleur de la responsabilité du commandement, à qui a été confiée la tâche de défendre tout le monde, tous les territoires des membres et ceci à tous moments — ce qui est peut-être une impossibilité (ce n'est pas lui qui le dit) puisque l'essence même de la manœuvre, quelle qu'elle soit, comporte des variations dans les efforts alternant dans le temps et l'espace.

Ainsi l'auteur insiste sur l'importance énorme du facteur surprise, qui pourrait jouer de la part de l'adversaire, impliquant, du côté des forces occidentales, la nécessité de pouvoir

réagir à toute manœuvre soviétique. D'où une autre nécessité, celle d'être à même de connaître constamment ses possibilités.

Le commandant suprême estimait les forces soviétiques en 1952 à 5,5 millions d'hommes sur pied (satellites compris) et 175 divisions de ligne dont 30 en Europe Centrale, sur lesquelles 22 se trouvaient en Allemagne occupée ; 20 000 avions de premier échelon et 300 sous-marins. Des progrès se faisaient sentir dans l'efficacité au combat des forces terrestres, quoique leurs normes fussent inférieures à celle de l'OTAN ; dans l'aviation, par la mise en service d'avions à réaction, et dans l'organisation des forces des pays satellites.

Du côté occidental, parmi les éléments de l'actif figuraient : l'organisation du commandement, l'articulation heureuse des forces, les plans et directives déjà établis, l'existence des premiers moyens de soutien (logistique). L'ensemble empêchait l'adversaire de tenter une agression pour une conquête sans opposition. Par contre, les forces Alliées ne pouvaient prétendre pouvoir tenir une ligne déterminée, si les Soviets engageaient une offensive de grande envergure, ni nourrir une bataille prolongée et en profondeur.

En outre, au passif de la Défense Occidentale se trouvaient de « graves lacunes » par rapport au potentiel adverse, sur lequel, comme son prédécesseur, le général Ridgway s'appesantit assez fortement : forces terrestres et aériennes totalement insuffisantes ; particulièrement ces dernières dont un grand nombre d'unités à l'est du Rhin ne disposaient pas d'une zone de redéploiement (ce néologisme maintenant souvent employé désigne, semble-t-il, une zone entièrement équipée où des forces aériennes peuvent être basées en cas de perte de leur première zone d'implantation première ; état fragmentaire de l'organisation de la détection aérienne et de l'interception ; enfin, les grands commandements subordonnés encore en formation, avec des réseaux de transmissions notoirement insuffisants ; enfin la faiblesse la plus grave concernait le

soutien logistique, auquel, comme on le sait, les Américains attachent une énorme importance ; stocks de munitions extrêmement bas, moyens d'entretien médiocres, plans de réapprovisionnements à peine au point. Le plus grand retard touchait la formation et l'instruction des réserves.

* * *

L'énumération de ces lacunes trace tout naturellement le cadre à l'intérieur duquel a porté l'activité du commandant suprême et de son état-major. Il ne serait presque pas nécessaire d'en parler beaucoup plus ; en effet, seuls seront connus les domaines où auront porté les efforts, tandis qu'on ne saura pas, en raison du secret, dans quelle mesure exactement les lacunes ont été comblées. Toutefois quelques points nécessitent une mention particulière.

Le général a esquissé rapidement le mécanisme des rapports des autorités militaires avec les gouvernements. Ses services dressent périodiquement des estimations au sujet des possibilités de défense, sur les bases desquelles des demandes sont adressées aux autorités civiles. Il appartient alors à celles-ci de faire face à ces besoins et propositions, aussi bien en fonction de leurs possibilités que dans le cadre de leurs engagements internationaux.

Un fait, peut-être curieux au premier abord, concerne précisément les méthodes mises au point pour donner à ces estimations le plus d'exactitude possible. Dans une seule Armée nationale il n'est déjà pas toujours facile de connaître la valeur exacte de tous ses éléments, que chacun considère avec sa propre optique et ses préférences. Or, lorsqu'il s'agit de nombreuses armées différentes il est incomparablement plus difficile d'avoir des estimations valables, les points de vue des juges variant infiniment. Il a donc fallu établir des normes communes, applicables à tous, chiffrées en tenant compte des différents facteurs déterminant la valeur d'une troupe.

Le général Ridgway passe également en revue le développement et l'extension du commandement interallié (souvent déjà traité ici-même). Il le résume par cette phrase : « Ainsi est réalisée l'organisation de commandement assurant la direction des forces alliées sur un front de 6000 kilomètres, du nord de la Norvège au Caucase ».

Au sujet de l'accroissement des forces, le général Ridgway indique que les objectifs fixés à Lisbonne pour 1952 (avec des objectifs provisoires pour 1953 et 1954), ont été atteints en grande partie surtout en ce qui concerne les forces aériennes, les forces navales et des divisions actives (terre). Cependant le degré d'efficacité désirable ne lui paraît pas atteint. Les progrès les plus substantiels ont été réalisés dans les forces aériennes tactiques, aussi bien au point de vue du matériel que de la formation des pilotes et des spécialistes, ainsi que dans le système de contrôle des vols, de la détection et de l'interception.

Dans les différentes armées, les progrès ont porté sur des procédés de mobilisation, nettement améliorés et surtout dans le domaine de l'instruction à tous les échelons. Un grand nombre de stages ont été organisés jusques et y compris, pour les hauts commandants et officiers d'état-major, un cours d'instruction atomique. Enfin, pourrait-on dire...

Cependant le commandant suprême paraît estimer que ces progrès ont été obtenus un peu au détriment du soutien des forces armées. Les réserves opérationnelles en approvisionnements sont médiocres et les effectifs des services encore insuffisants. Il cite une difficulté grave constatée dans l'organisation logistique : chaque armée a à sa charge son propre ravitaillement, d'où un enchevêtrement des lignes de communications. La question est à l'étude pour adopter un système retrouvant la souplesse voulue.

Le programme des travaux d'infrastructure s'exécute d'une manière satisfaisante et un point important a été acquis lorsque, après les premières tranches, jusqu'en 1953, le Conseil

de l'OTAN a décidé le financement d'un programme de travaux s'étendant sur les années de 1954 à 1956 à raison de 80 milliards de francs annuellement. Ces prévisions à longue échéance permettent l'élaboration de plans de construction particulièrement judicieux et avantageux.

Si, l'année dernière, le général Eisenhower s'était plu à distribuer des appréciations flatteuses à tous ses adjoints ou commandants immédiatement subordonnés, cette année-ci, son successeur se borne à citer uniquement le secrétaire général des Services civils de l'OTAN, Lord Ismay. Il se félicite particulièrement de la création de cet organisme qui « permet de faire plus clairement le partage entre les attributions civiles et les responsabilités militaires ». Grâce à lui a pu être réalisée « la tâche délicate de fixer des tranches annuelles de l'accroissement des forces militaires ».

* * *

Beaucoup plus brièvement sont traitées les questions de la « revue » annuelle de l'OTAN et de la communauté européenne de défense, ceci simplement, paraît-il, pour réaffirmer les thèses « atlantiques ». Un paragraphe est consacré à la disparition progressive du sentiment d'anxiété de beaucoup de pays. Et très vite le général Ridgway en vient à nouveau au potentiel militaire du bloc slave fortement en progrès. D'après son rapport, ont été constatés la mécanisation et l'entraînement intensif des armées stationnées en Allemagne, l'augmentation de leur matériel, un programme colossal de construction de terrains d'aviation dans l'Europe de l'Est, ainsi que la mise en chantier de nouveaux types de sous-marins à grand rayon d'action. Ce sont surtout les forces des pays satellites qui ont été augmentées, passées de 1 000 000 d'hommes et 65 divisions à 1 300 000 et 70 divisions renforcées, plus un noyau de 100 000 hommes d'une armée allemande de l'Est, avec des forces navales et aériennes.

Dans la partie finale de son rapport, intitulée : « Nos principales insuffisances ; les tâches qui nous attendent ;

conclusions », le général Ridgway ne fait somme toute que reprendre les thèses et les faits qu'il a exposés, mais les présente sous une autre forme. On semble y retrouver une tentative d'adopter le ton de plaidoyer de son illustre prédécesseur. Cependant l'accent en est plus froid, quoique la conviction en soit certainement la même. A noter cependant un point dans cette partie du rapport qui surprend au premier abord. Il s'agit de l'état de faiblesse particulièrement accentué que signale le général dans la zone de l'Europe du Nord. Il ne dévoile pas entièrement sa pensée, mais il semble qu'il ait surtout en vue la grave menace des sous-marins russes, ainsi que l'immensité de ces régions nordiques où l'U.R.S.S. maintient des forces importantes, ou encore la nécessité de resserrer les liens des pays de l'alliance dans cette zone. Quant aux théâtres du Centre et du Sud de l'Europe, le commandant suprême ne craint pas non plus de mentionner des faiblesses, dont les principales sont toujours du domaine aérien.

Certes le général Ridgway est dans son rôle de signaler davantage les lacunes que de célébrer des résultats acquis. Toutefois, de son exposé même, il ressort un élément réconfortant qui est la stabilité acquise par le grand organisme militaire de la communauté atlantique et plus spécialement le facteur de continuité assuré maintenant pour plusieurs années.

On sait que le général Ridgway, quittant le Commandement suprême en Europe, assure maintenant dans son pays un des postes militaires les plus intéressants ; il y apporte une connaissance approfondie des problèmes de la défense de l'Europe. Son successeur et troisième commandant suprême, le général Gruenther, chef d'Etat-Major des deux précédents commandants suprêmes, a été la cheville ouvrière de l'œuvre gigantesque accomplie par le SHAPE. Sa présence y constitue un même facteur de stabilité, de continuité et de progrès.

J. PERGENT